RP 15456

Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
C I RA D

Département des Productions Fruitières et Horticoles, FLHOR
TA 50 / PS 4 – Boulevard de la Lironde - 34398 MONTPELLIER Cedex 5 – France

Rapport de Mission au Sénégal et au Cap Vert

du 4 au 12 Novembre 2005

Jacky GANRY
Directeur adjoint, chargé des affaires scientifiques, Département Flhor

CIRAD-DIST
Unité bibliothèque
Lavalette

CIRAD
000080553

DK-531742.

COMPTE RENDU DE MISSION AU SENEGAL ET AU CAP VERT

Résumé

1. **Sénégal** :

Compte-tenu de sa situation économique, le Sénégal dispose d'atouts importants pour permettre de développer des actions en Afrique de l'Ouest :

- le montage d'un projet « Fruits » axé principalement sur la mangue et comportant des actions à dimension régionale apparaît possible sous réserve que des compétences soient développées au niveau national tant au niveau de l'ISRA que d'autres partenaires. Une affectation de J.Y. Rey apparaît donc tout à fait envisageable, à condition d'axer les discussions avec l'Isra principalement sur le projet de R&D et non sur la localisation qui devrait logiquement en découler ;

- les actions d'ampleur significatives sont conduites en AUPU tant au niveau de l'IAGU que du GRET et du projet Ecocités en particulier. Il importe pour le Cirad (UPR Horticulture en particulier) d'établir des connexions plus étroites avec ces initiatives.

2. **Cap Vert** :

Contacts très positifs avec :

- INIDA,
- Délégation UE,
- SCAC,
- Direction Agriculture,

Le Cap Vert, bon élève de la Commission Européenne, dispose d'une infrastructure de R et D agronomique modeste mais efficace. La demande est très forte dans le domaine des fruits et légumes dans un milieu très aride et escarpé.
La similarité avec les zones sèches des DFA antillais plaide en faveur d'un renforcement des liens et valorisation de nos compétences.

1. Objet

- Sénégal : contacts ISRA pour le montage du projet « fruits » suite aux missions de J.Y. Rey et de H. deBon ;

- Cap Vert : contacts préliminaires suite réunion OMS-FAO Lisbonne (rencontre avec Llidio Sanches Furtado (reic@cvtelecom.cv), Directeur de l'Horticulture).

2. Programme

- Vendredi 4 novembre : Arrivée à Dakar,

- Samedi 5 novembre :

  . matin : discussion avec Georges Subreville, DR Cirad, à l'hôtel,
  . après-midi : vol Dakar /Praia,

- Lundi 7 novembre :

  . Prise en charge par A. Foin du Scac,
  . Rencontres avec Délégation Union Européenne : Melodie Ninin, Coopération Française (basée au Ministère de l'Agriculture),

- Mardi 8 novembre :

  . Rencontre Direction de l'Agriculture,
  . Visite Inida (Président),

- Mercredi 9 novembre :

  . matin : Visite Inida : laboratoires, chercheurs,
  . après-midi : tournée Nord île (bananeraies,...),
  . vol Praia /Dakar,

- Jeudi 10 novembre :

  . rencontres AFD, GRET,
  . rencontre et déjeuner avec Pape Seck, DG Isra,

- Vendredi 11 novembre :

  . rencontres IAGU et PDMAS,
  . vol Dakar/Paris.

3. Personnes rencontrées

Sénégal :

Pape SECK, Directeur Général ISRA, (dgisra@isra.sn)
Bertranne VINAY, Chargée de mission AFD, (vinayb@groupe-afd.org
Nicolas VENH, Directeur PDMAS,
Ndèye Fatou GUEYE, Chef de Programme IAGU, (iagu@cyg.sn)
Cécile BROUTIN, Responsable Sénégal GRET, (broutin@gret.org)
M. SY, Directeur IAGU,
Nicolas Vell, Expert Consultant, PDMAS, (pdmas@pdmas.org)

Cap Vert :

Isildo Gomes, Président INIDA, (igomes@inida.gov.cv)
Mélodie NINNIN, Expert sectoriel SCAC, (ninnin_melodie@yahoo.fr)
Eduardo S. MANZANA, Chargé d'affaires Délégation UE, (eduardo.sorribes-manzana@cec.eu.int)
Samuel GOMES, Géographe INIDA, (gomessamuel@hotmail.com)
Clarimundo GONZALVES, Directeur Agriculture IGASP,
Armand FOUIN, Chargé Appui Investissement SCAC (Armand.FOUIN@diplomatie.gouv.fr),
Jean Spencer, INIDA, jm_spencer@yahoo.fr,
Duarte Silva , INIDA, : gilbert_silva2004@yahoo.fr ou sgduarte6@hotmail.com
Paulo Georges Alfama, INIDA, : palfama@inida.gov.cv)

4. Sénégal

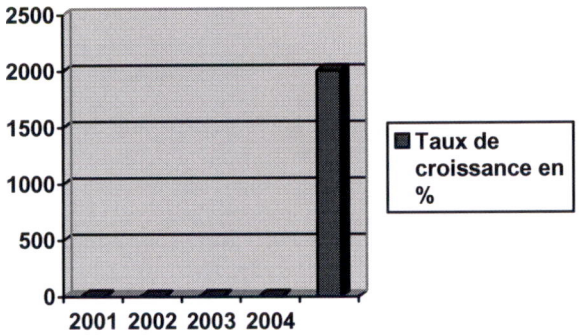
4 .1 - Situation générale du Sénégal :

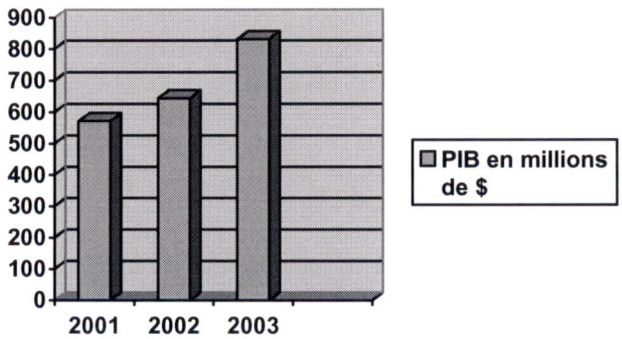
Fiche signalétique du Sénégal :

- **Superficie** : 196.720 km2,
- **Population** :

  - 10 millions habitants, dont 43,5 % de moins de 15 ans,
  - projection à 2050 : 21,6 millions habitants,
  - croissance démographique : 2,21 %,
  - densité de population : 50,1 habitants/ km^2
  - population urbaine : 48,9 %,
  - espérance de vie 52 ans, mortalité infantile : 7,9 %,

- **Economie :**
  - PIB/habitant : 550 $/habitant,
  - Inflation : 0 %,
  - Exportations : 1.331 millions de $,
  - Importations : 2.454 millions de $?





Le Sénégal apparaît donc comme un des rares pays africains à connaître une embellie économique, ce qui constitue un atout fort pour en faire un point d'ancrage en Afrique de l'Ouest.

4. 2 - ISRA

La rencontre avec le Directeur Général de l'ISRA, Pape Seck a permis de repréciser les objectifs relatifs au positionnement de J.Y. Rey au Sénégal . Ces objectifs ont été reprécisés dans une note de cadrage qui lui a été remise.

Concept note : Le Sénégal, porteur d'une initiative régionale sur Recherches Fruitières.

Le contexte :

Des besoins importants

- accroissement du produit intérieur brut au travers d'activités à haute valeur ajoutée permettant d'accroître le revenu des acteurs des filières concernées mais aussi d'améliorer la balance commerciale en réduisant les importations (import-substitution, autosuffisance) et accroissant les exportations.

- amélioration de la diète alimentaire en quantité mais aussi en qualité pour combattre les maladies de carence (Vit A, Fer, Zinc,...) mais aussi les maladies non transmissibles (cancers, maladies cardio-vasculaires, diabète, obésité) et pour accroître le capital santé face aux maladies transmissibles (paludisme, sida,...)

Parmi les productions agricoles, les fruits répondent à ces critères de par leur capacité à générer des plus-values importantes (considérés comme des produits à haute valeur ajoutée) et en raison de leur richesse nutritionnelle.

Or leur place est encore très faible

- dans la production agricole, hormis les bananes et plantains, dans certains pays des zones forestières,

- dans l'offre de consommation des populations (alors que la recommandation de l'OMS *per capita* est d'un minimum de 400g/j de F&L dont 200g de fruits, l'Afrique de l'Ouest se situe à des niveaux de 70g/jour dont moins de 30g de fruits, ceux-ci étant souvent considéré comme des produits de luxe)

- dans les programmes de recherche : très peu de SNRA ont un programme de recherche fruitière et jusqu'à récemment (6 mois), aucun Centre International du CG ne s'intéressait aux fruits en tant que commodité.

Les enjeux

1- Face à cette situation des initiatives voient le jour au niveau international :

- le CG positionne les « productions à haute valeur ajoutée » (HVCs) en troisième position de ses priorités, et les fruits et légumes figurent en tete ;

- une initiative globale voit le jour, portée par l'AVRDC : GHI (Initiative globale sur les recherches horticoles : fruits et légumes principalement) ;

- Pour bien fonctionner, cette initiative devra s'appuyer sur des « centres d'excellence ». Il en existe en Amérique latine (Catie, Université Costa-Rica, CIAT avec son programme Fruits), en Asie (Kasetsart Univers ; en Thaïlande, Univers. Los Banos aux Philippines, SOFRI au Vietnam, MARDI en Malaisie,...AVRDC à Taïwan pour les légumes) ; aucun n'existe en Afrique de l'Ouest et du Centre, en particulier sur les fruits ;

- une initiative conjointe OMS-FAO vient de voir le jour pour la promotion de la consommation des F&L dans le Monde. C'est dans cette mouvance que vient d'etre lancée en Octobre dernier IFAVA (International F&V Alliance).

2- Dans le concert international de la recherche , les systèmes nationaux doivent etre en mesure de renforcer leurs propres capacités en ce domaine afin de pouvoir s'inscrire dans une dynamique partenariale efficace aux cotés des CIRAs et ARIs.

Vu un faible niveau des capacités actuelles, seule une initiative à dimension régionale sera en mesure :

- de conduire des travaux d'intéret général pour la région,

- d'apporter un appui institutionnel (capacity building) aux partenaires de recherche de la sous-région afin de prendre en charge les travaux spécifiques nécessaires,

- de renforcer l'intégration régionale en faisant jouer les complémentarités et synergies.

Cette initiative pourrait fortement bénéficier du modèle CARBAP (Centre Africain de Recherche sur Bananiers et Plantains) porté par le Cameroun (accord de siège en cours), basé sur un Accord Intergouvernemental, et soutenu par la CEEAC et la CEMAC qui assure la tutelle politique, et bénéficiant d'un soutien financier fort de la Commission Européenne (FED-Stabex) qui devrait évoluer vers une dynamique de co-financement permettant de pérenniser le Centre.

Le Cirad a apporté un appui institutionnel très important auprès des partenaires camerounais, en liaison avec les partenaires de la sous-région et les bailleurs de fonds.

3- Le Sénégal exprime sa volonté affichée de développer un programme de Recherches Fruitières, pour répondre aux demandes du développement économique et aux besoins nutritionnels au niveau national.

Compte –tenu des enjeux, il est en position de pouvoir porter cette initiative de dimension régionale pour l'Afrique de l'Ouest (et du Centre), jouant ainsi un rôle moteur en terme d'intégration régionale, tout en bénéficiant en premier des résultats de la recherche au niveau national.

Le Cirad est tout disposé à apporter un appui institutionnel fort, du type de celui apporté au Carbap, en accompagnant le processus de construction et de mise en oeuvre.

De son coté, l'ISRA devrait très rapidement renforcer les ressources humaines nécessaires à l'initiation du processus ce qui permettrait de tirer partie de la diversité écologique du pays (région fleuve, Niayes, zone Centrale, Casamance). Le Cirad pourrait assurer un appui aux équipes localisées dans les diverses zones, tout en lançant la dynamique régionale à partir d'un noyau dur correctement positionné, à la fois en termes d'infrastructures, moyens de communication et proximité d'autres centres de recherche et universités.

4.3 - GRET-Sénégal : Cécile Broutin

Deux domaines principaux d'intervention :

1- **Filières agro-alimentaires** : appui commercial aux petites entreprises (lait, fruits) ; promotion de pratiques d'hygiène (lait) ; consommation, marketing.

2- **Espace péri-urbain** : programme Ecocités (www.écocités.org) : Le programme de recherche Ecocité se propose d'analyser les enjeux et les dynamiques observées dans les espaces urbains et péri-urbains d et d'étudier l'impact de la mise à disposition de ces informations sur les processus de concertation entre acteurs et sur la gestion de ces ressources naturelles et agricoles.

Des recherches sont menées sur les dynamiques foncières, sur les filières agricoles, sur les impacts environnementaux des activités agricoles et urbaines. Les résultats sont traduits en outils d'information, en particulier sous forme de cartes, réalisées par des systèmes d'information géographique, qui servent de base à des restitutions et à des réunions de concertation inter-acteurs sur leurs négociations, sur les prises de décisions des politiques d'aménagement et de la planification de l'espace.

Le programme d'une durée de trois ans et demi a débuté en octobre 2002. Il mobilise des équipes pluridisciplinaires issues de trois organisations européennes (Gret, Bergerie nationale-MIAAPAR(pour SIG), IFEAS/université de Mainz) et de six organisations

africaines (Enda, ISRA, IFAN/UCAD, CEBEDES, DESAC/FSA, LARES), qui travaillent en collaboration dans deux pays, le Bénin et le Sénégal.

Remarques :

- aucun lien avec IAGU,
- nécessité d'établir une liaison avec les activités conduites au Cameroun.

4.4 - IAGU (Institut Africain de Gestion Urbaine)

- M. SY, Directeur
- Abdaye Fatou GEYE, chef de programme

IAGU est une ONG africaine (internationale à vocation régionale) en charge de l'appui aux municipalités et communautés.

Elle intervient au travers d'opérations de recherche participative, de consultance, de formation (gouvernance urbaine, gestion des déchets...) et d'information-communication utilisant beaucoup Internet.

Principaux axes d'action :

- agriculture Urbaine et Péri-urbaine (AUPU),
- gestion des déchets dangereux,
- environnement-santé,
- gouvernance urbaine.

IAGU est mandaté par le CRDI pour animer un réseau francophone sur l'AUPU regroupant 7 pays : Sénégal, Mali, Mauritanie, République Centrafricaine, Niger, Burkina Faso, Bénin. Un diagnostic de l'AUPU réalisé dans ces 7 pays a fait ressortir deux gros enjeux : l'accès à la terre (foncier) et l'accès à l'eau (recyclage des eaux usées).

Un accent particulier est actuellement mis sur :

- le micro-crédit : accès au crédit des petits producteurs urbain ;
- le développement d'un esprit d'entreprise chez ces producteurs, au travers de financement d'actions pilotes et de formation.

Relations étroites avec l'ISAR (Se fou Touré Falla). Par contre très peu de relations avec le Gret et Ecocités (C.Broutin).

Les partenaires sont les suivants :

PARTENAIRES INTERNATIONAUX

- Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Secrétariat de la Convention de Bâle http://www.unep.org
- Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) http://www.idrc.ca
- Programme des Nations Unies pour l'Habitat (UN-HABITAT) http://www.unhabitat.org
- Resource Center on Urban Agriculture and Forestry (RUAF) http://www.ruaf.org
- International Water and Sanitation Centre (IRC) http://www.irc.nl
- The Institute for Housing and Urban Development Studies http://www.ihs.nl

CIRAD-DIST
Unité bibliothèque
Lavalette

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) http://www.undp.org
- Bureau International du Travail (BIT) http://www.ilo.org

PARTENAIRES REGIONAUX

- Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA)
- Programme de Développement Municipal (PDM)
- Enda TM http://www.enda.sn/rup
- L'Ecole Inter-Etats d'Ingénieurs de l'Equipement Rural (EIER) au Burkina Faso sig@eier.org
- Fondation Africaine pour la Gestion Urbaine (FAGU)

PARTENAIRES NATIONAUX

- Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) en Côte d'Ivoire attahi.koffi@bnetd.sita.net
- Le Centre Amadou Hampaté BA (CAHBA) au Mali meite-at-afribone.net.ml
- La Chambre d'Agriculture du Bénin au Bénin kab@intnet.bj
- Société d'Etude Régionale d'Habitat et d'Aménagement Urbain - Société d'Economie Mixte
- Le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI) au Sénégal ; radi@telecomplus
- L'ONG Actions pour le Développement Rural Intégré (ADRI) au Niger ; adri@intnet.ne
- L'ONG Tenmiya en Mauritanie tenmiya@toptechnology.mr
- DPC (Development Policy Centre)
- P&DM (Public and Development Management) http://www.wits.ac.za/pdm
- MDP (Municipal Development Partnership) http://www.mdpesa.org

4-5 AFD

Rencontre avec Vinay, chargée de mission.

Action de développement défini dans le cadre du CIP (Cadre d'intervention Pays) avec trois secteurs de concentration 2005-2008 (avec révision annuelle) :

1 . Développement du Secteur Privé ;
2 . Aménagement des infrastructures urbaines ;
3 . Education.

A noter que l'agriculture ne fait pas partie des secteurs de concentration, mais :

- dans les actions soutenues par l'AFD, 20% sont hors secteur de concentration ;
- il apparaît possible de positionner des actions dans les trois secteurs.

A titre d'exemples :

1. Industries agro-alimentaires ;
2. Agriculture urbaine et péri-urbaine ;
3. Formation des cadres et professionnels de l'agriculture.

Conclusion : ***Il apparaît tout à fait possible (et souhaitable) d'interagir avec AFD comme force de proposition, en désacralisant l'image du chercheur dans sa tour d'ivoire et en positionnant l'innovation et la connaissance comme moteur du développement agricole et économique.***

4-6 Rencontre avec Nicolas VELL, Expert consultant PDMAS-Banque Mondiale

Au total tous produits confondus, en 2005, le Sénégal a exporté 17 000 tonnes de produits horticoles ce qui correspond à une augmentation de 20% en un an de l'origine Sénégal. Cela confirme le potentiel de croissance des produits horticoles. L'objectif de 30 000 tonnes visées par le PDMAS à l'horizon 2010 devrait largement être atteint.

Les exportations 2005 de mangues ont été marquées par une progression de 12% par rapport à 2004 pour se situer aux environs de 3 800 tonnes (alors que les quantités exportées n'étaient que de 280 tonnes en 2001).

A noter que des échanges d'expériences ont eu lieu entre 1999 et 2003 avec le projet Mangue de Côte d'Ivoire (Virginie Pugnet), sachant que les calendriers de production sont très complémentaires.

Les zones actuelles et potentielles sont les Niayes, la Casamance, le Siné Saloum, la Petite côte et non la zone de Saint Louis.

4-7 Conclusions

Compte-tenu de sa situation économique, le Sénégal dispose d'atouts importants pour permettre de développer des actions en Afrique de l'Ouest :

- le montage d'un projet « Fruits » axé principalement sur la mangue et comportant des actions à dimension régionale apparaît possible sous réserve que des compétences soient développées au niveau national tant au niveau de l'ISRA que d'autres partenaires. Une affectation de J.Y. Rey apparaît donc tout à fait envisageable, à condition d'axer les discussions avec l'Isra principalement sur le projet de R&D et non sur la localisation qui devrait logiquement en découler ;

- des actions d'ampleur significatives sont conduites en AUPU tant au niveau de l'IAGU que du GRET et du projet Ecocités en particulier. Il importe pour le Cirad (UPR Horticulture en particulier) d'établir des connexions plus étroites avec ces initiatives.

5. Le Cap-Vert

5.1 - Situation générale

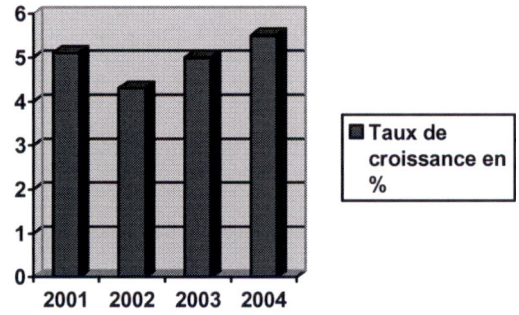
Fiche signalétique du Cap Vert:

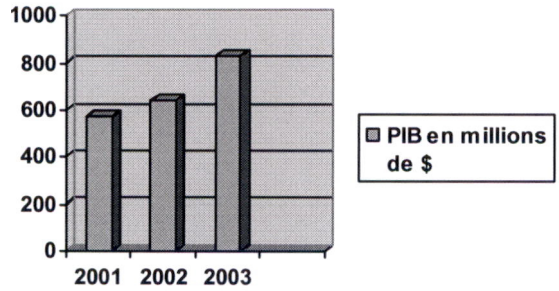
- **Superficie** : 4 030 km²

- **Population** : - 400 000 habitants dont 40% de moins de 15 ans ,
  - projection à 2050 : 800 000 habitants,
  - croissance démographique : 2,6%
  - densité de population : 113 habitants/km²
  - population urbaine : 55,1%,

- espérance de vie 69 ans, Mortalité infantile : 2,9%,
- scolarisation : 73% ; alphabétisation : 75,7%.

- **Economie :** - PIB/habitant : 1.490 $/habitant,
  - Inflation : 3%,
  - Exportations : 14 millions de $,
  - Importations : 317 millions de $,
  - Exportations/Importations : 4,4%.





5.2 - INIDA (Institut National de Recherche et Développement)

Très bonne impression. Centre modeste mais dynamique, très demandeur de collaboration, avec des modalités de fonctionnement et de financement intéressantes.

Rencontre avec :

- Le président : Isildo GOMES ;
- La directrice scientifique : Isaurinda Baptista.

Création très récente : l'INIDA a été créée en 1992, comme institution publique autonome, en remplacement du Centre d'Etudes Agraires qui un organisme administratif du Ministère du Développement Rural.

Missions : recherche- expérimentations ; diffusion des résultats (le D de Inida est lourd de sens pour le président) ; formation professionnelle et supérieure (en relation en particulier avec l'UTL/Isa (Portugal)).

Staff : 27 chercheurs, 16 ingénieurs et 11 techniciens.

Ressources : autonomie administrative et financière avec obligation de 50% ressources externes.

Dispositif : une station principale à Sao Jorge dos Orgaos et 5 sites expérimentaux tous sur l'île de Santiago.

Secteurs d'intérêt :

- Horticulture : mangue, banane, ananas, papayer, fraise ;
- Protection de plantes : lutte biologique (*Plutella xylostela* ; gros problèmes de « Mouche blanche » (*Aleurodicus dispersus*)) ;
- Nématologie : volonté de relancer ce domaine compte tenu de son importance (Gilbert Duarte Silva : gilbert silva2004@yahoo.fr ou sgduarte6@hotmail.com) ;
- Biodiversité : surveillance des espèces en voie de disparition. Une liste rouge a été établie pour le Cap-Vert en 1996-Etablissement d'aires protégées.
- Valorisation de la biodiversité/pharmacopée ;
- Sols : quantification de l'érosion et salinité ;
- Laboratoires sol-eau-plante :

  - contrôle des produits de la pêche,
  - SIG (Jean Spencer, jm spencer@yahoo.fr : très beau travail sur l'évolution de la salinité des sols),

- Herbier-Jardin Botanique ;
- Agro-environnement (Samuel Gomes) : architecture paysagère ; impact des projets agricoles sur l'environnement et la biodiversité ; projets intégrés sur bassins versants. Approche très pluri-disciplinaire - relation forte avec projet Scac (M.Ninnin) ;
- Irrigation : hydroponie laitue-fleurs (Paulo Georges Alfama : palfama@inida.gov.cv) ;
- - Info-Doc : Centre National d'Information et de Documentation agricole relié aux autres centres de documentation du Cap-Vert.

5-3. Direction de l'Agriculture

Rencontre avec Clarimundo GONZALVES, Directeur Agriculture-Elevage IGASP.

Actions réalisées dans le cadre du Plan National Stratégique Développement Agricole 2005-2015 (appui FAO) avec plus spécifiquement un Plan Stratégique développement horticole.

- arboriculture fruitière très peu développée : nécessité d'étaler les périodes de production et de perfectionner les itinéraires techniques. Recherche d'espèces et variétés tolérantes à la sécheresse et aux maladies et ravageurs.

Il existe de nombreuses espèces tropicales (Mangues (locales, Sensation, Kent...), agrumes, goyavier, papayer, avocat, ananas), méditerranéennes (cognassier, figuier, grenadier). Une étude de faisabilité sur intensification et diversification de l'arboriculture fruitière a été financée par la Commission Européenne.

- cultures maraîchères dans les « ribeiras » avec irrigation goutte à goutte ;

- la principale limitation est l'eau avec des problèmes croissants de salinité. Des ouvrages d'impluvium et de stockage d'eau dans des réservoirs sont développés.

- relance de la culture de la banane dans l'île de Fogo pour approvisionner le marché local (Fonds « banane »).

- culture bio de la banane sur île de Santiago (projet suivi par Flhor) : l'action du Flhor très bien perçue avec un impact important sur les rendements (passage d'une moyenne de 20T/ha à 35T/ha) ;

5-4. Scac

Le Scac de Praia (Didier Niewiadowsky) avait chargé un jeune coopérant, Armand Fouin, de me piloter pour effectuer les diverses visites. **Je tiens à les remercier tout particulièrement**.

Rencontre avec Mélodie NINNIN, Expert sectoriel SCAC : projet « Appui à la gestion durable des ressources naturelles » hébergé par le Maap.

5-4. Délégation Commission Européenne

Très forte réceptivité à un projet horto-fruticole en Afrique de l'Ouest qui impliquerait le Cap-Vert qui souffre fortement de son isolement par rapport aux autres pays d'Afrique, et qui s'intègrerait dans la réponse à deux enjeux majeurs : i) la lutte contre la pauvreté au travers de cultures à haute valeur ajoutée, ii) la promotion de la consommation des F&L pour la santé, dans la cadre de l'initiative mondiale OMS/FAO.

Le Cap-Vert bénéficie du minimum de 500.000 € par an correspondant aux fonds spéciaux banane. Mais ces financements sont mal utilisés, voire perdus certaines années comme en 2003.

Pour 2004, ils ont été ciblés sur l'évaluation du potentiel horto-fruticole de l'archipel par un bureau d'études (celui qui avait contacté le Flhor) qui doit remettre bientôt son rapport.

Il en ressort qu'un meilleurs usage agricole des terres disponibles (compte-tenu des rares disponibilités en eau) doit être envisagé essentiellement sur les îles de Santo Anton, Saõ Nicolau et Santiago :

- fonds de vallée (riviera) à réserver aux productions maraichères,
- zones entre 500 à 800 m à réserver aux productions fruitières.

Il apparaît tout à fait possible d'utiliser les 500.000 €/an d'ici 2009 comme l'une des composantes d'un tel projet qui pourrait comporter i) un diagnostic approfondi couplé à des actions à impact court terme à partir du savoir faire existant, d'échanges d'expérience et de formation permettant de créer de la valeur ajoutée en améliorant l'existant; ii) des actions à

impact moyen terme comme introductions variétales, qualification des produits, valorisation post-récolte, avec un souci de maintien de la valeur ajoutée iii) des actions à impact plus long terme comme gestion du couple ressources naturelle/agriculture et de la biodiversité, avec meilleure mise en valeur des terres et de l'eau grâce à des espèces adaptées à la sécheresse et salinité, réduction de l'érosion et de la désertification....

5-6. Conclusions

Bon élève -la Commission Européenne, disposant d'une institution de Recherche agronomique modeste mais dynamique-, le Cap-Vert constitue un partenaire de choix pour développer des actions de R&D en Afrique de l'Ouest. Le contexte est plus proche des zones arides des Antilles françaises (avec lesquelles des échanges pourraient être encouragés) que de l'Afrique continentale.

En outre des actions dans un pays lusophone permettraient de légitimer une stratégie d'alliance renforcée avec le Portugal, et en particulier avec l'ISA de l'Université Technique de Lisbonne qui participe activement aux activités de formation supérieure de l'INIDA.

* * *

Annexe1

Le Cap-Vert est «un des meilleurs ACP»

L'excellence du partenariat entre l'Union européenne et le Cap-Vert est unanimement reconnue par tous, mais principalement par ceux qui ont une idée exacte de sa dimension. C'est le cas du Chargé d'Affaires de la Délégation de la Commission Européenne au Cap-Vert, Monsieur Eduardo Sorribes Manzana, par qui passent tous les dossiers relatifs à une coopération construite au long de 25 ans, complétées en 2002.

De l'avis de ce haut responsable, l'impact de ces relations dans l'évolution de l'archipel n'est pas facile à évaluer au premier abord, « *justement du fait de la diversité et de l'importance de toutes les actions développée* » au long ces années.

D'autre part, il est apparaît pour lui que l'impact de certaines projets et programmes « *ne peut être justement mesuré qu'après un certain temps, bien que l'on puisse, à tout moment, faire la part du bilan des engagements financiers assumés* », il est en effet, toujours plus rapide d'identifier le coût d'une activité que sont impacte. Pour justifier cette affirmation, le Chargé d'Affaires donne l'exemple des actions inscrites dans le cadre du 8ème Fonds européen du développement (**FED**), dont certaines ne se trouvent pas encore conclues, ce qui empêche, dans l'immédiat, «*de constater leurs bénéfices*», mais dont les montants engagés permettent déjà de mesurer leur ampleur.

La construction de la route reliant les villes de Porto Novo et de Janela est un de ces projets. Elle est considérée comme une des futures réalisations majeures financées par le 8ème FED, tout comme les Centres de Santé de la ville de Praia (au nombre de cinq), dont les premières pierres n'ont été posées mi 2003 et dont les travaux sont en pleine effervescence.

Indépendamment des quelques retards connus dans l'exécution de certains projets dans le passé, Eduardo Sorribes Manzana considère que la coopération entre l'Union Européenne et le Cap-Vert peut être qualifiée d'excellente. Il souligne la du gouvernement capverdien de concentrer les activités financées par l'UE sur les « *secteurs prioritaires du développement du Cap-Vert, secteurs définis dans les Grandes Options du Plan (**GOP**), à l'élaboration desquelles l'UE a participé* ». Il y a déjà plusieurs années que cette approche de programmation est en place et cette devrait continuer à dans le future à porter ses fruits dans le future. Cette philosophie sera maintenue lors de la mise en œuvre du 9ème FED (Accord de Cotonou) qui, comme cela est déjà presque traditionnel, va « privilégier des projets liés à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement, qui sont des aspects fondamentaux du développement » du pays.

« C'est dans cette optique que je dis que l'évaluation de notre coopération actuelle ne pourra seulement être pleinement faite que dans quelques années, moment auquel la population et tous ceux qui revisiteront le Cap-Vert remarqueront les grands changements à venir dans ces deux secteurs », observe Eduardo Sorribes Manzana, en ajoutant que pour le 9ème FED les populations des villes de Mindelo, Praia et la localité de Calheta sur l'île de Santiago seront les principaux bénéficiaires des programmes en cours de préparation. En ce qui concerne spécialement la capitale, il s'agira de poursuivre et d'amplifier des anciens projets, ce qui signifie en pratique « *qu'un grand pourcentage de la population du pays bénéficiera de ces financements, sans oublier que la ville de Praia est le principal centre urbaine de l'archipel avec près d'un quart de la population totale de l'archipel* ».

CIRAD-DIST
Unité bibliothèque
Lavalette

Pour résumer, de l'avis du chargé d'affaires, la coopération avec l'Union européenne a et toujours eu l'homme « *comme centre de ses attentions* ». Préoccupation tonitruante qui c'est ainsi aussi exprimée au travers d'actions hors concentration qui ont été développées au long du temps et dont le programmes d'aide alimentaire sont un des meilleurs exemples. Au-delà de l'aspect humain, ce responsable rehausse « *l'appui qui a été accordé au développement économique, notamment aux réformes structurelles engagées par les gouvernements successif. Nos programmes de coopération touchent donc également, directement et positivement, le fonctionnement de l'Etat et toute la structure économique du pays* ». Sur ce dernier point, l'accent est mis sur un objectif « *fondamental* » de la coopération entre UE et le Cap Vert : « *développement durable du Cap-Vert* ». Tout cela peut être obtenu et est en voie de se concrétiser, considère ce responsable, dans la mesure où les gouvernements passés, comme l'actuel, du Cap-Vert ont su tirer le meilleur parti de cette coopération.

« *Mon avis est que les ressources mises à disposition de l'Etat du Cap-Vert ont été, de façon générale, bien utilisées. Il est vrai qu'il existe certains aspects qui pourraient être plus performants, mais les problèmes sont bien identifiés et il tout est fait pour les dépasser* », estime le diplomate, en avançant qu'une des vocations de la représentation de la CE au Cap-Vert est « *d'aider le gouvernement à améliorer l'usage fait des aides accordées par l'Union européenne*».

Le représentant de la délégation de la CE insiste qu'il est de l'intérêt du pays de faire la meilleure absorption possible de ces ressources, dans la mesure où cela lui permet « *de disposer de fonds supplémentaires pour financer son développement* ». À ce propos, il ajoute qu'en 2004 sera réalisé l'évaluation à mi-parcours du 9ème FED ainsi que de certaines actions encore inscrites dans le 7ème et dans le 8ème FED, et que, « *si les résultats sont bons, la Commission Européenne, après analyse, pourra éventuellement attribuer une aide supplémentaire au Cap-Vert* ».

Il faut garder à l'esprit, de l'avis du chargé d'affaires, qu'il existe deux niveaux indissociables d'évaluation, une quantitative et l'autre qualitative. Le Cap-Vert est, pour tous deux, « *bien placé dans la classification généralement admise des pays ACP, en ce qui concerne la capacité d'absorption des aides disponibilisées par la Communauté Européenne (aspect quantitatif) et la matérialisation des programmes et des projets (aspect qualitatif)* ».